

GUINÉE ET SIERRA LEONE

Les affrontements à la frontière mettent en danger les civils

Index AI : AFR 51/004/01

Amnesty International s'est dite préoccupée aujourd'hui (vendredi 4 mai 2001) par le fait que des civils seraient tués et blessés en Sierra Leone lors des attaques illégales perpétrées le long de la frontière entre ce pays et la Guinée.

« *Alors que des initiatives sont menées pour mettre fin aux affrontements en Sierra Leone et aux tensions croissantes entre cette dernière, la Guinée et le Libéria, rien n'est fait pour protéger les civils sierra-léonais pris dans les combats à la frontière* », a souligné l'organisation.

Au cours des deux dernières semaines, les opérations militaires des forces de sécurité guinéennes auraient touché les villes de Kassiri et Rokupr ainsi que les villages de Kychom, Rokon et Sino du district de Kambia, dans l'ouest de la Sierra Leone.

« *Les forces de sécurité guinéennes ont lancé des attaques aveugles sur le territoire sierra-léonais en ne prenant pratiquement aucune précaution pour épargner les civils* », a ajouté Amnesty International.

Bien que les forces du *Revolutionary United Front* (RUF, Front révolutionnaire uni) soient présentes dans les zones attaquées par les forces de sécurité guinéennes, les attaques d'artillerie et d'hélicoptères de combat ne semblent pas les viser plus particulièrement. Des témoins de certaines offensives ont confirmé que les civils avaient été frappés de plein fouet tandis que les forces du RUF n'avaient subi que quelques pertes. Parmi les victimes hospitalisées à Port Loko à la suite de l'assaut dont a fait l'objet le village de Rokupr, le 20 avril, se trouvait un garçon de sept ans grièvement blessé à la jambe par des éclats d'obus, et que le personnel médical craignait devoir amputer.

« *Le gouvernement sierra-léonais et*

les autres membres de la communauté internationale semblent hésiter à condamner sans équivoque ces violations incessantes du droit international humanitaire, et plus particulièrement des Conventions de Genève et du Protocole I, auxquels la Guinée est partie, a ajouté l'organisation. Les civils risquent également d'être victimes du RUF, qui s'est rendu coupable d'homicides et d'enlèvements délibérés et arbitraires ainsi que de destruction de maisons ».

Lors de la visite qu'elle a effectuée en Sierra Leone le mois dernier, une délégation d'Amnesty International a pu rencontrer plusieurs personnes qui avaient fui le district de Kambia pour échapper aux violences des deux parties. Nombre d'entre elles se trouvent maintenant dans les villages de Barbara, Barlo Wharf et Konakridee.

Un homme ayant fui la ville de Kambia a décrit comment les forces de sécurité guinéennes avaient bombardé la ville aux environs du 26 mars, tuant chez eux une femme et ses trois enfants âgés de moins de douze ans. Une habitante de Kagbungbaw, dont le mari aurait été tué par le RUF le 14 mars, a également indiqué que son village avait été bombardé.

Une autre femme originaire de Mayogbor ayant rejoint Barbara le 14 mars, après avoir passé trois jours dans la brousse, a raconté comment des combattants du RUF étaient venus dans son village et en avaient rassemblé tous les habitants en menaçant de les tuer. Les combattants auraient ensuite demandé à la population de leur remettre des sacs de riz et auraient forcé 10 hommes et six femmes à porter ce chargement jusqu'à Kassiri. Les 10 hommes auraient ensuite été tués tandis que les femmes réussissaient à s'enfuir.

« *Le gouvernement guinéen est tenu, aux termes du droit international, de veiller à ce que ses forces de sécurité fassent tout pour limiter l'impact de leurs opérations militaires sur la population civile, et le gouvernement sierra-léonais*

devrait insister sur la nécessité de faire passer avant tout la sécurité de ses citoyens, a déclaré Amnesty International. Le RUF doit également mettre fin aux exactions dans les zones de combat, y compris les homicides et les enlèvements de civils. »

« Il faut que la communauté internationale exerce des pressions sur la Guinée et sur le RUF pour qu'ils fassent en sorte que leurs combattants respectent le droit international humanitaire. »

Lors de sa mission en Sierra Leone, Amnesty International a fait part au gouvernement, à l'ambassadeur de Guinée en Sierra Leone et aux responsables de la Mission des Nations unies en Sierra Leone (MINUSIL) de ses préoccupations au sujet de la sécurité des civils dans les zones proches de la frontière avec la Guinée, et en particulier dans le district de Kambia. Elle a insisté sur la nécessité de prendre immédiatement des mesures pour protéger la vie et les biens des civils et faire en sorte que les droits fondamentaux des personnes déplacées à l'intérieur du pays soient respectés.

Amnesty International a également exhorté le gouvernement, la MINUSIL et les diplomates à évoquer systématiquement la question du respect et de la protection des droits humains lors de tout contact ou dialogue avec le RUF, y compris lors des réunions entre la MINUSIL et les dirigeants du front. Ces questions devraient également être prioritaires lors des rencontres plus larges organisées pour résoudre le conflit en Sierra Leone, telle que celle qui rassemble cette semaine à Abuja (Nigéria) des représentants du gouvernement, du RUF, de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), des Nations unies et de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA).

Complément d'information

Les hostilités le long de la frontière entre la Guinée et la Sierra Leone ont débuté en septembre 2000 et se sont intensifiées depuis lors. En réponse à des

attaques du RUF à l'intérieur de leur pays, les forces de sécurité guinéennes - hommes au sol et hélicoptères de combat - ont attaqué ce qu'elles soupçonnaient être des positions du RUF. Ces attaques ont eu lieu plus particulièrement dans le district de Kambai mais aussi dans d'autres zones du nord de la Sierra Leone demeurant sous le contrôle des rebelles.

Des dizaines de civils ont été blessés et tués et de nombreuses maisons détruites. Certains villages ou villes, comme Kassiri et Kychom, ont été pris et repris à plusieurs reprises par les forces en présence. Certains villages complètement détruits ont été désertés par leurs habitants, qui sont venus grossir les rangs des nombreuses personnes déplacées en Sierra Leone ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web :
<http://www.amnesty.org>